



Négociations

Négociations Annuelles Obligatoires



Namias réélu super radin 2024

Comme chaque année, nous avons eu le droit à une réunion conclusive qui marque un nouveau rejet de négocier de la part de N. Namias, président du directoire de BPCE, oubliant le sens même de l'acronyme « NAO » : Négociation Annuelle Obligatoire.

Paris, le 12 décembre 2024

Une mobilisation intersyndicale s'impose...

Les syndicats réformistes CFDT, CGC et SU-UNSA peuvent feindre de faire les gros yeux à la direction de BPCE, ils continuent néanmoins à vouloir négocier même des miettes. Aucun mot de leur part d'ordre mobilisateur, aucune proposition d'organisation intersyndicale pour organiser une riposte. Pourtant, seule la mobilisation des salariées, portée par une intersyndicale de lutte, permettra d'obtenir de substantielles augmentations de salaires.

Des chiffres qui nous donnent raison...

Alors que le Groupe attend un résultat de plus de 3 milliards à la fin de l'année et qu'il vient de bénéficier opportunément en 2024 d'une exonération de cotisations sociales de 89 M€ pour les Caisses d'épargne, Namias n'a budgété en tout et pour tout que 15 M€ pour les augmentations des salaires.

BPCE a une conception toute particulière de l'obligation de loyauté dans la conduite des NAO surtout lorsqu'il s'agit de « répondre de manière motivée aux éventuelles revendications en faisant évoluer sa proposition initiale ». Pour l'instant, la direction doit faire une ultime proposition : soit une augmentation générale de 0,6 % avec un plancher annuel de 250 €, soit une augmentation générale de 0,7 % sans plancher. Dans tous les cas, c'est se moquer des salariées et des syndicats et travestir l'esprit de la loi en l'occurrence.

SUD-Solidaires dit non au mépris de N. Namias et des barons locaux

Sans surprise, les dirigeants des Caisses d'épargne refusent d'envisager un plan de rattrapage de l'inflation tant au niveau national que local (selon l'INSEE, l'inflation a progressé entre 2021 et 2023 de 11,7% vs 3,6% d'augmentation générale, et quelle inflation pour 2024 et 2025 ?) et proposent comme solde de tout compte l'aumône. Si N. Namias voulait mépriser les salariées, il ne s'y serait pas pris autrement !

Le partage des richesses doit s'inverser

- C'est bien le travail de toutes et tous qui crée les richesses !
- C'est bien le travail de toutes et tous qui va permettre au Groupe BPCE de dégager des milliards d'euros de bénéfices en 2024 et les années à venir !
- C'est bien le travail de toutes et tous qui enrichit grassement N. Namias qui empoche plus de 2 M€ de salaire annuel (soit l'équivalent des salaires de 90 Gestionnaires de clientèle), sans compter tous les jetons de présence qu'il chasse un peu partout dans les conseils d'administration entre deux petits fours et une coupe de champagne !

Ce modèle social et économique est à bout de souffle. Il favorise la minorité de dirigeants et exclut la majorité des salariées !!!

Et pourtant, N. Namias continue de dérouler son plan stratégique « VISION 2030 » qui consiste notamment à piloter les futures fermetures d'agences, réorganiser les services, supprimer des emplois et maintenir l'austérité salariale.

Pour SUD-Solidaires il n'a pas d'autre choix que de mettre en place nos revendications salariales d'urgence :

- 400 € d'augmentation mensuelle pour toutes et tous,
- Aucun salaire inférieur à 1 700 € net.

L'URGENCE, C'EST POUVOIR VIVRE DIGNEMENT DE SON SALAIRE !